

Depuis qu'elle a été fondée en 1252, Stockholm a attiré les immigrants et a toujours été une ville multiethnique. Mais le phénomène d'immigration à grande échelle date essentiellement de l'après-guerre. Les premiers immigrants sont arrivés de Finlande, le pays voisin, pour combler le manque de main d'œuvre locale. Des immigrants venant de Yougoslavie, d'Italie, de Grèce et de Turquie ont été accueillis tout au long des années 1960. Les Hongrois ont constitué le premier grand groupe de réfugiés en Suède à la suite de l'insurrection de 1956. Les années 1970 ont apporté une seconde vague d'immigrants, principalement des réfugiés. Les troubles en Amérique Latine, au Kurdistan et en Turquie ont contraint beaucoup de personnes à fuir leur pays d'origine. Au cours des années 1980, des réfugiés sont arrivés principalement d'Iran et d'Irak et pendant les années 1990, ce sont les Somaliens et les personnes originaires des Balkans qui sont arrivés en Suède. Stockholm s'étend sur 216 km², avec une densité de population de 3 915 habitants au km² et une population totale de 754 948 personnes (en 2001), dont 154 646 sont issus de l'immigration et 73 943 (environ 10 %) sont des étrangers. Une grande partie de ces derniers est originaire des pays du Nord ou d'Europe.

Logement

En arrivant à Stockholm, les logements disponibles se trouvent principalement à la périphérie de la ville. Ce sont des quartiers qui, encore aujourd'hui, abritent en majorité des immigrés. Cependant, ces quartiers ne sont pas délimités selon des critères ethniques mais sont plutôt composés de résidents qui ne sont pas d'origine suédoise, sans tenir compte du pays d'origine. La ségrégation en matière de logement constitue l'un des problèmes majeurs qui fait débat aujourd'hui en Suède, de même que les difficultés générales pour fournir un logement à tous ceux qui vivent à Stockholm. Dans Stockholm, il existe des zones à forte population immigrée et certaines sont considérées comme un problème de plus en plus préoccupant car elles constituent une source de criminalité croissante. La ville est en mesure d'influencer le marché car elle joue les rôles de propriétaire terrien, de maître d'œuvre et de gérant immobilier mais également grâce à son monopole concernant l'aménagement. Ce monopole de la ville peut, par exemple, être utilisé lors de négociations de contrats de développement.

Langue

Dans une société multiculturelle, l'utilisation du suédois, la langue commune, devient plus importante que jamais parce que c'est une sorte de "ciment social". Le rôle de l'école est de permettre à tous les élèves d'avoir accès à cette langue commune. Inciter les enfants à apprendre, les stimuler pour lire et donner à ceux qui ne parlent pas bien le Suédois, l'opportunité d'écrire et de parler cette langue sont des éléments essentiels pour prévenir les échecs futurs. Cela s'applique tout autant aux enfants suédois qu'aux enfants issus de l'immigration. Dans le même temps, Stockholm n'a jamais eu autant besoin de personnes compétentes en langues étrangères. Les personnes bilingues sont convoitées dans beaucoup de secteurs économiques. Stimuler les enfants qui grandissent dans des foyers où est parlée une langue différente du suédois pour développer leur connaissance de la langue est une tâche importante pour les écoles. Si ces élèves utilisent cette connaissance acquise naturellement et sans contrainte, l'instruction dans leur langue maternelle et en suédois à l'école peut leur permettre d'atteindre un niveau de bilinguisme auquel même des personnes nées en Suède ou des adultes immigrés ne peuvent prétendre.

Éducation

Il existe un grand nombre d'écoles qui peuvent être considérées comme "multiculturelles". Dans certaines, la majorité des élèves est d'ailleurs d'origine étrangère. Ils bénéficient de cours spécifiques à la fois dans leur langue maternelle (sur demande) et, dans tous les cas, en suédois. Bien évidemment, il existe un lien réel entre le niveau d'éducation des parents et celui des élèves, particulièrement dans certains groupes ethniques. Les établissements préscolaires et les écoles doivent travailler activement contre la ségrégation et concevoir leurs activités afin de promouvoir l'intégration. À Stockholm, dans certains de ces établissements ou dans certaines de ces écoles, d'autres langues, en plus du suédois, sont utilisées comme moyen d'éducation et de communication. Cela n'est absolument pas en contradiction avec les efforts d'intégration puisque le principal objectif de l'instruction - dans ces établissements - est de donner à tous les élèves des chances égales de poursuivre leurs études, leur travail et leur vie sociale en Suède.

Projets pour demain

En 1995, le conseil municipal de la ville de Stockholm a lancé l'"Initiative de la grande ville". Depuis lors, de nombreuses améliorations ont été apportées au cadre de vie au sein des 13 communautés réparties dans les 8 quartiers de la ville, allant de la réfection des terrains de jeu à la création de nouveaux lieux de rencontre. L'impulsion naît de l'implication et de l'influence des résidents. L'objectif de cette initiative des banlieues consiste à élever les possibilités individuelles et les responsabilités pour améliorer le cadre de vie dans les quartiers. Dans le même temps, le gouvernement suédois a créé l'"Initiative de développement de la ville" pour favoriser le développement et éliminer la ségrégation. Les objectifs de la politique de la ville sont de créer les conditions d'une croissance durable à long terme dans les quartiers de la ville, de supprimer les discriminations ethniques et sociales dans les quartiers et de promouvoir l'égalité.

SUEDE

Une histoire d'immigration

Jusqu'aux premières décennies du XXe siècle, la Suède a majoritairement été un pays d'émigration.

La première période d'immigration intensive s'étale principalement de 1940 à 1948 et concerne des groupes de réfugiés des pays voisins. Après cette période et jusqu'au début des années 1970 environ, les immigrants venus chercher du travail, originaires pour la plupart, de Finlande et d'Europe du sud constituent une grande majorité du nombre croissant d'immigrés, atteignant le nombre de 537 000 personnes nées à l'étranger sur un total de 8 076 000 d'habitants en 1970. Le rapprochement des familles et une nouvelle vague de réfugiés, venant cette fois des pays du Tiers-Monde, ont été les raisons d'immigration intensive en Suède, entre 1972 et 1989.

Les arrivées plus récentes des années 1990, sont dominées d'un côté par les demandeurs d'asile venus du sud-est de l'Europe et, d'un autre côté, par la liberté de mouvement des professionnels dans l'UE. Dans le même temps, la coopération européenne, spécialement après la signature des accords de Schengen et du Traité d'Amsterdam, commence à avoir un impact de plus en plus grand sur la politique suédoise.

Le système politique

Le modèle suédois d'intégration a évolué d'une politique d'assimilation vers une politique d'intégration et de multiculturalisme. L'intégration suppose une place dans la société suédoise en termes de travail, d'éducation, d'accès aux services sociaux et de participation politique, tout en permettant à l'individu d'avoir l'identité culturelle de son choix. Les principes qui fondent les politiques d'intégration suédoises ont été, depuis les années 1970 : égalité, liberté de choix et coopération. Le système suédois a tendance à encourager la naturalisation des résidents permanents. La citoyenneté est considérée comme un moteur essentiel de la participation dans la société à tous les niveaux. Il ne faut que deux ans de résidence permanente dans le pays aux ressortissants des pays d'Europe du nord pour qu'ils puissent demander la citoyenneté suédoise. Les personnes d'autres nationalités doivent justifier d'une période de résidence de cinq ans qui, dans le cas d'un rapprochement familial, peut être réduite à trois ans. Actuellement, même les personnes dont l'identité ne peut être établie formellement, qui n'avaient auparavant pratiquement aucune chance de devenir des citoyens suédois, ont désormais le droit de faire une demande de citoyenneté, exceptionnellement, après huit ans de résidence légale dans le pays.



Politique d'intégration

L'égalité est l'objectif principal. Il suppose que les immigrés (résidents), bénéficient des mêmes droits sociaux, d'éducation, de culture ainsi que des mêmes droits politiques que les citoyens suédois. C'est le cas notamment pour les élections locales.

- La clause de la liberté de choix implique que les individus ont le droit d'avoir l'identité culturelle et ethnique qu'ils souhaitent : il s'agit d'un droit individuel, non collectif. Ainsi, cela n'implique pas que la Suède soit préparée à reconnaître les communautés ethniques ou culturelles résultant de l'immigration mais cela signifie que la Suède accepte et respecte le droit individuel d'identité ethnique et culturelle. La liberté d'identité ethnique et culturelle peut être assimilée à la liberté de religion. C'est quelque chose qui appartient au domaine privé.

- En termes de politique, la liberté de choix suppose que des mesures spécifiques viennent compléter le droit commun. Ce sont les mesures qui découlent de la clause précédente d'égalité. Des mesures spécifiques s'appliquent par ailleurs à la formation aux langues, aux programmes d'éducation, et s'inscrivent dans les règles de naturalisation ou dans la législation contre la discrimination.

- La clause de coopération vise à encourager la participation et les rapports avec les institutions et les organisations politiques suédoises à tous les niveaux. C'est une indication claire que la politique d'intégration suédoise vise l'inclusion des immigrés dans la politique.

Prises ensemble, ces trois clauses représentent une marque spécifique de la Suède, de sa démarche réglementaire et consensuelle, pour étendre les droits culturels des immigrés à la condition qu'ils s'organisent eux-mêmes conformément aux principes suédois. De ce point de vue, il n'y a aucune contradiction entre l'acceptation et le respect du droit individuel à l'identité ethnique et culturelle d'un côté, et une politique d'inclusion dans la politique générale de l'autre.



Citoyenneté

La législation suédoise a connu différentes transformations et adaptations dans le temps, reflète des évolutions générales sur le plan national et international. La Suède a traditionnellement encouragé les résidents permanents à devenir des citoyens mais, jusqu'à une époque très récente (2001), elle n'a pas accepté la double nationalité. La nationalité suédoise est importante, tant au niveau du statut que de la participation politique, contribuant directement à une intégration sociale et politique. Seuls les citoyens bénéficient d'une participation politique complète et d'une protection totale de la part de l'État. La nationalité confère également un autre niveau de protection que les droits civils, par exemple contre l'expulsion en cas de crime qui, sinon, peut constituer une punition supplémentaire pour les résidents condamnés. Quant à la participation politique, il existe encore un écart entre la participation politique et la représentation des immigrés, pour la population née en Suède, même si cet écart a diminué ces dernières années. Cependant, le discours politique a largement fait sa place au renforcement de la participation politique des immigrés. On peut espérer de ce débat une amélioration de cette situation.

Ce qui fait débat dans la société

- Le débat sur le modèle de multiculturalisme est l'aspect le moins achevé. Ce débat ne permet pas encore de poser une frontière entre l'"acceptable" et l'"inacceptable" tant les manifestations dites culturelles présentent des aspects ambigus. L'association criminalité - ethnicité est, par exemple, l'une de ces questions.

- Ce n'est pas le fait de dire qu'il y a discrimination ou pas qui fait problème. Il faudrait le constater, et pour le moment, les indicateurs ethniques sont considérés comme inacceptables dans les statistiques, étant donné que l'utilisation de ces indicateurs peut entraîner des problèmes plus importants que le bénéfice de ces outils.



Quelques chiffres

En 1999, 10,9 % de la population suédoise étaient nés à l'étranger.

En 1999, 3 % des Suédois nés en Suède avaient des parents étrangers

Bilinguisme

Tous les résidents légaux ont droit à une instruction gratuite en suédois pour les étrangers. Cependant, une personnalisation des contenus de ces cours s'avère nécessaire. Dans le cas des enfants d'immigrés, la politique suédoise prévoit un droit à une éducation bilingue. Ce qui signifie une éducation de sept ans dans leur langue maternelle et des classes spéciales en suédois comme seconde langue, pour avoir des capacités équivalentes à celles des élèves de langue maternelle suédoise. Les adultes ont droit à des cours de langue gratuits, dans le cadre d'une mesure visant à faciliter leur intégration sur le marché du travail suédois. Des cours spécifiques incluant une instruction en suédois peuvent être payés par l'agence pour l'emploi, ainsi que d'autres mesures comme des allocations de chômage accordées pour finir les études.

Logement

Le logement peut constituer un problème majeur pour beaucoup, spécialement dans une grande agglomération comme Stockholm. Au regard des besoins, le nombre d'habitations est faible et parfois, il faut attendre plusieurs années avant d'avoir la possibilité d'obtenir un appartement. Il faut également respecter un certain nombre de conditions pour être accepté comme locataire même si vous avez théoriquement réussi à trouver un appartement libre. Un emploi stable et un revenu régulier relativement élevé sont généralement les conditions requises pour obtenir un tel bail. Cela peut donc être relativement difficile pour beaucoup d'immigrés d'obtenir un appartement. Cela et d'autres difficultés spécifiques ont entraîné la question grandissante de la ségrégation dans le logement et ses conséquences. Même si ce phénomène est partiellement dû au marché, il est également vrai que certains choisissent d'eux-mêmes de vivre dans des zones particulières, avec toutes les conséquences que cela implique.

Emploi et aide sociale

En 1989, un quart des bénéficiaires de l'aide sociale étaient des personnes nées à l'étranger. Une plus forte dépendance de l'aide sociale des citoyens d'origine étrangère, comparée aux citoyens suédois, est manifeste pour toutes les tranches d'âge. Le dynamisme de l'économie a fléchi au début des années 90, entraînant des taux de chômage exceptionnellement élevés, sans qu'il y est de reprise depuis. En 1997, un rapport montre que, parmi les réfugiés qui ont été recensés en 1991 dans les différentes villes, 74 % vivaient encore de l'aide sociale en 1995. Les personnes d'origine étrangère sont les plus touchées même s'il existe une très grande différence entre les groupes d'immigrés. Une question récurrente est de savoir où la discrimination trouve ses origines, sur le marché du travail. Et ce malgré les diverses lois régulièrement modifiées contre la discrimination dans ce secteur. La possibilité d'appliquer une discrimination positive de manière à corriger la situation a été rejetée car elle n'était pas adaptée. Combattre le chômage, pour les étrangers mais également pour les Suédois, est une des principales priorités comprenant un certain nombre de mesures, dont l'impact n'est pas encore clairement quantifiable.

Questions à...



culturellement selon leur choix. La liberté d'être différent est un droit individuel, pas un droit collectif.

Que voulez-vous dire en Suède lorsque vous parlez d'assimilation, de multiculturalisme et d'interculturalisme ?
Le terme d'assimilation a été abandonné à ce moment-là, mais il revient. Certains théoriciens déclarent que l'assimilation est la seule solution réaliste à long terme aux tensions interethniques des sociétés multiculturelles. L'interculturalisme n'est pas un terme utilisé dans le discours suédois. Le terme multiculturalisme est assez souvent utilisé dans les discours sur l'immigration ou les immigrés par les journalistes, les hommes politiques et les scientifiques, sans vraiment indiquer ce qu'il signifie exactement. Dans le discours de tous les jours, le terme semble faire référence à une situation de diversité ethnique et culturelle sans signification politique plus profonde. Le terme est utilisé dans un sens empirique plutôt que dans un sens normatif.

Quel est le problème récurrent de l'intégration ?

L'un des problèmes récurrents de l'intégration est représenté par les préjugés que la majorité, mais également certains membres des minorités, peuvent avoir les uns vis-à-vis des autres. La catégorisation, et une approche simpliste et indifférenciée à l'égard de l'autre partie, dans une perspective "nous et eux" sont le plus souvent le résultat d'un manque de connaissance partiel ou total et/ou d'une incompréhension du comportement des autres. La meilleure façon de prévenir les résultats de ces incompréhensions réciproques est de les combattre ainsi que les incompréhensions et les perceptions stéréotypées qui les favorisent. Concrètement, cela implique l'éducation de la population en tant que groupes et en tant qu'individus contre la xénophobie, le racisme, la discrimination et la ségrégation.

Elena Dingu-Kyrklund, université de Stockholm

Quand le terme d'intégration a-t-il été introduit en Suède ?

Pendant la seconde guerre mondiale et jusqu'au milieu des années 1960, l'attitude générale était de dire que la meilleure solution était d'assimiler lentement dans la société suédoise les "étrangers" qui résidaient de manière permanente en Suède. Cela impliquait l'apprentissage de la langue et l'adoption des valeurs et des normes de la société d'accueil. Ce point de vue n'a pas été remis en question jusqu'à la fin des années 1960 quand des porte-paroles des minorités ont déclaré que l'assimilation n'était pas une solution viable. Une commission gouvernementale pour une politique d'immigration et des immigrés a été créée. Elle a été influencée par les idées radicales du mouvement des étudiants de 1968 et, en 1974, a proposé une politique multiculturelle basée sur les piliers de l'égalité, de la liberté de choix et de la coopération. L'idée de l'assimilation a été abandonnée et, à la place, la notion d'intégration a été introduite. Dans ce contexte, l'intégration visait à impliquer une insertion dans la société suédoise en termes de travail, d'éducation, de services sociaux et de participation politique mais, dans le même temps, à permettre aux individus de s'identifier

Des acteurs

Centre for Research in International Migration and Ethnic Relations (CEIFO) - Stockholm University

Contact : Elena Dingu-Kyrklund - Email : ceifo.editor@ceifo.su.se - Website : www.ceifo.su.se

The Swedish Immigrant Institute - e-mail : migrant@immi.se - Website : www.immi.se

Administration de l'intégration de la Ville de Stockholm - Contact : Håkan Andersson (Project Manager) -

Email : hakan.andersson@integration.stockholm.se - Tel : 00 46 8 508 33 353 - Website : www.integration.nu

Immigrant Institute - Research and documentation center on migration - Contact : Joakim Alcalá - Tel : 00 46 13 60 70

Email : migrant@immi.se - Website : www.immi.se

Integrationsverket - Contact : Andreas Carlgren (Directeur général) - Tel : 00 46 11 36 13 10

email : andreas.carlgren@integrationsverket.se - site web : www.integrationsverket.se

Ombudsman mot etnisk diskriminering - Contact : Margareta Wadstein - Tel : 00 46 85 56 95 00

email : margareta.wadstein@do.se - site web : www.do.se

Bibliographie

City of Stockholm (2001) : "An Integration Programme Promoting Free Choice and Cooperation in the City of Stockholm".

Westin, C. and Dingu-Kyrklund, E. (1999) : " Child immigration project " - Centre for Research in International Migration and Ethnic Relations - Stockholm University

Lange, A. (1997). " Immigrants on discrimination III ". University of Stockholm - CEIFO.

Westin, C. and Dingu-Kyrklund, E. (1997) : "Reducing Immigration Reviewing Integration" - The Swedish RIMET Report for 1995 - University of Stockholm - CEIFO.

Dingu-Kyrklund, E. & Kyrklund, L. (2001). " Citizenship in Sweden, Nordic Citizenship and EU-Citizenship". University of Stockholm - CEIFO.